



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mardi 06 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Conseil de la nation: Kassali présente le texte de loi de finances 2023](#)



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Loi de finances: les sénateurs mettent l'accent sur la préservation du caractère social de l'Etat

Plusieurs membres du Conseil de la nation ont mis l'accent, lundi à Alger, sur la préservation du caractère social de l'Etat consacrée dans les dispositions du texte de loi de finances pour l'exercice 2023 qui ne prévoit aucune nouvelle taxe et propose de nombreuses mesures de nature à réaliser le décollage économique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Président Tebboune: Je suis pleinement conscient des aspirations du peuple à une véritable justice

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lundi à Alger, être "pleinement conscient" des aspirations du peuple algérien à une "véritable justice", à "la prospérité et au développement dans une Algérie nouvelle respectée".



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

CNEP-Banque: ouverture d'une nouvelle agence bancaire dotée d'un guichet de la Finance Islamique à Ain Benian

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) a inauguré, lundi à Ain Benian (Alger), une nouvelle agence bancaire dotée d'un guichet de la Finance Islamique, indique un communiqué de cette Banque publique.



Conseil de la nation :Kassali présente le texte de loi de finances 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté,aujourd'hui, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.

Le ministre des Finances au Conseil de la nation : «La TAP en voie de disparition»



« Un groupe intersectoriel travaille actuellement sur la réforme financière des collectivités locales. » Le ministre des Finances a présenté, hier, en plénière le projet de loi de finances 2023. Les membres du Conseil de la nation ont entamé, hier, le débat en plénière autour du PLF 2023 au terme de la présentation du texte par le ministre des Finances. Le débat sera clôturé ce matin, avant d'écouter, le même jour, les réponses du ministre. Quelque 63 interventions ont été enregistrées.

Transferts d'argent de la diaspora algérienne : La confiance revient-elle ?

Les Algériens de l'étranger devraient transférer vers leur pays d'origine, 1,829 milliards de dollars, contre 1,759 milliards de dollars envoyés en 2021...Selon le dernier rapport de la Banque mondiale publié le 30 novembre 2022 sur les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire «les envois d'argent des algériens établis à l'étranger devraient enregistrer une hausse cette année par rapport à l'année précédente.

Kessali au conseil de la nation - Loi de finances 2023 : Des prévisions de croissance rassurantes



Le ministre des Finances, Djamel Brahim Kessali, a présenté, hier, les grandes lignes du budget de l'année prochaine, dans le cadre de la loi de finances pour 2023 (PLF-2023), et ce devant les membres de la Commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation.

Pilier central de l'état de droit

Par quel moyen garantir au citoyen un meilleur accès à la justice constitutionnelle ? C'est à cette question que devaient répondre des juristes et des spécialistes du droit constitutionnel ayant pris part aux travaux du Colloque international qu'a abrité hier le Palais des nations de Club des pins, sous le haut patronage du président de la République Abdelmadjid Tebboune.

Transition et transformation

«Atteindre un million de porteurs de projet à l'horizon 2023.» Tel est le défi que les autorités publiques veulent relever, ou plutôt concrétiser, puisque l'écosystème a déjà été mis en place : un département ministériel, un cadre juridique favorable, un environnement propice à l'investissement. Voilà donc les éléments pouvant rencontrer «la matière grise» de l'université, pour écrire un autre chapitre de la «success-story algérienne».



Le projet de loi de finances 2023 devant le Conseil de la nation : Kassali insiste sur le renforcement de l'investissement public

Après avoir été adopté par les membres de l'APN, le projet de loi de finances (PLF 2023) est passé, ce lundi, devant les membres du Conseil de la nation pour discussion et approbation, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil en présence du ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali.



Le budget 2023 en débat au Sénat : La masse salariale attendue à 4.629 milliards DA

Après son adoption le 22 novembre à la Chambre basse du Parlement, le texte de loi de finances 2023 a été présenté hier par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a aux membres du Conseil de la nation. A cette occasion, il a passé en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



PLF 2023: Kessali prévoit une croissance plus élevée à l'horizon 2025

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kessali s'attendait ce lundi, lors de la présentation du projet de loi de finances pour l'année 2023, au Conseil de la nation à ce que l'Algérie enregistre des exportations hors hydrocarbure d'une valeur de 7 milliards de dollars, d'ici la fin de l'année en cours.



Déficit budgétaire du PLF 2023 : le ministre des Finances s'explique

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté ce lundi, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation. Passant en revue les principaux indicateurs financiers, le ministre a évoqué également les raisons du déficit budgétaire prévu pour l'année à venir.

Conseil de la nation : M. Kassali présente le texte de loi de finances 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



Conseil de la nation: Kassali présente le texte de loi de finances 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



Sénat: Kassali présente le texte de loi de finances 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, hier, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



LE MINISTRE DES FINANCES AU CONSEIL DE LA NATION : « Le PLF-2023 traduit la politique sociale de l'État »

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, hier devant les membres du Conseil de la nation, le projet de Loi de finances 2023. En effet, après que le projet ait été adopté à l'Assemblée populaire nationale, Kassali a exposé le PLF 2023 au niveau du Conseil de la nation lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil. Selon le ministre des Finances, le projet donnera une nouvelle dynamique à l'économie nationale et consolidera la politique sociale de l'État.

RÉALISATION DE L'INITIATIVE DE LA « CEINTURE ET DE LA ROUTE » ET DU PLAN TRIENNAL DE COOPÉRATION : Alger et Pékin passent à l'acte

L'Algérie et la Chine ont signé deux plans pour la consolidation du partenariat stratégique global. L'acte intervient à quelques jours du sommet sino-arabe et celui des BRICS prévu en janvier. Le tout dans un contexte mondial marqué par un profond bouleversement géostratégique.



Hausse des envois de fonds des Algériens établis à l'étranger : FINANCES Rapport de la Banque mondiale :

La Banque mondiale a publié le 30 novembre dernier son rapport 2022 sur les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire. Ainsi, la Banque mondiale observe que les envois de fonds ont résisté aux turbulences mondiales en 2022 et leur montant total est estimé à 626 milliards de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière.



Tebboune: «Je suis pleinement conscient des aspirations du peuple»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, lundi à Alger, que la Constitution de 2020 avait érigé la Cour constitutionnelle qui célèbre aujourd'hui le 1er anniversaire de sa création, en «un rempart pour la démocratie et la stabilité du régime républicain au sein d'une Algérie attachée à la protection de la dignité de l'homme et la consécration du respect de ses droits».



Algérie-Chine: Le partenariat stratégique global renforcé

Les relations solides entre l'Algérie et la Chine, qui englobent divers domaines de spécialités, allant de l'industrie, à la technologie, à la santé, aux travaux publics..., ne date pas d'hier, et elles sont en phase d'être renforcées davantage dans les prochaines années dans le cadre de l'initiative de «la Ceinture et de la Route» à laquelle l'Algérie a adhéré en 2018.

Les envois de fonds des Algériens établis à l'étranger en hausse

La Banque mondiale a publié le 30 novembre dernier son rapport 2022 sur les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire. Ainsi, la Banque mondiale observe que les envois de fonds ont résisté aux turbulences mondiales en 2022 et leur montant total est estimé à 626 milliards de dollars, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière.

السيد كسالي يعرض نص قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة



عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين، نص قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة ميرزا أهم المؤشرات المالية المتوقعة للسنة المقبلة و مختلف التدابير التي جاء بها النص. وفي عرضه الذي قدمه خلال جلسة علنية، ترأسها رئيس المجلس، صالح فوجيل، بحضور أعضاء من الحكومة، قال السيد كسالي أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا الى افق 2025 مدفوعا بأداء العديد من القطاعات.

افتتاح وكالة بنكية جديدة للصيرفة الاسلامية بعين بنيان

دشن بنك-الصندوق الوطني للتوفير و الاحتياط يوم الاثنين بعين بنيان (الجزائر)، وكالة بنكية جديدة تتوفر على شبك للصيرفة الاسلامية، حسبما أفاد به بيان لهذا البنك العمومي. و أوضح ذات المصدر أنه "في اطار مواصلة سياسة تطوير شبكة وكالاته، فان بنك-الصندوق الوطني للتوفير و الاحتياط، يفتتح اليوم 05 ديسمبر 2022، وكالة بنكية جديدة تتوفر على شبك للصيرفة الاسلامية، على مستوى مدينة عين بنيان بولاية الجزائر".



وزير المالية: هذه أسباب ارتفاع حجم العجز في ميزانية 2023



يقدر العجز الاجمالي للخزينة العمومية خلال الفترة مابين 2023-2025، بحوالي 6586 مليار دج، وذلك راجع إلى تعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب وكذا الأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الإدماج المهني. وتم الكشف عن هذه الأرقام خلال عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، الإثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة مبرزا أهم المؤشرات المالية المتوقعة للسنة المقبلة ومختلف التدابير.

الرئيس تبون: أدرك تمام الإدراك طموح الشعب إلى جزائر مهابة الجانب

قال رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، الاثنين، أنه يدرك "تمام الإدراك" طموحات الشعب الجزائري إلى "عدالة حقّة" وإلى "الازدهار والتنمية في جزائر جديدة مهابة الجانب". وأوضح الرئيس تبون في كلمة وجهها للمشاركين في الملتقى الدولي الذي نظّمته المحكمة الدستورية، قرأها نيابة عنه، بوعلام بوعلام المستشار المكلف بالشؤون القانونية والقضائية "أدرك تمام الإدراك طموحاته (الشعب) لعدالة حقّة وإلى الازدهار والتنمية في جزائر جديدة مهابة الجانب، تتبوء مكانتها التي تستحقها على الصعيدين الإقليمي والدولي، مكانة تتناسب وقدراتها البشرية والمادية وتوافق وتضحيات أبنائها الجسام خلال ثورة التحرير المظفرة وعبر مختلف محطات تاريخها المجيد."

من أجل تقييم دوري لالتزامات الوزارات.. "سيناتورات" يقترحون: لجنة برلمانية للتحري عن تنفيذ المشاريع بداية من جانفي

طالب أعضاء بمجلس الأمة، الاثنين، بضرورة تشكيل لجنة برلمانية للوقوف على مدى تطبيق المشاريع على أرض الواقع بداية من السنة المقبلة، مؤكدين على أن الموازنة المالية الجديدة لسنة 2023 تعد الأكبر على الإطلاق، وبالتالي لابد من تقييم دوري لمدى التزام الوزارات بتجسيد المشاريع التي قدموها في قانون المالية بالتفصيل.

قانون المالية 2023.. هذا المبلغ الذي تم تخصيصه لرفع أجور الموظفين

ترأس صالح قوجيل، رئيس مجلس الأمة، اليوم الاثنين جلسة علنية. خصصت لعرض ومناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2023. وقد حضرها براهيم جمال كسالي، وزير المالية بصفته ممثلا للحكومة، وكل من العيد ربيقة، وزير المجاهدين وذوي الحقوق. محمد طارق بلعربي، وزير السكن والعمران والمدينة. كمال رزيق، وزير التجارة وترقية الصادرات؛ علي عون، وزير الصناعة الصيدلانية وبسمة عزوار، وزيرة العلاقات مع البرلمان. وأوضح وزير المالية خلال عرض نص القانون، أن ميزانية الدولة لسنة 2023 قد أعدت على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول. يقدر بـ 60 دولارا على مدى الثلاث سنوات المقبلة (2023-2025).

افتتاح وكالة بنكية جديدة للصيرفة الإسلامية بعين بنيان

دشن بنك-الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط بعين بنيان في الجزائر العاصمة، وكالة بنكية جديدة تتوفر على شبك للصيرفة الإسلامية. كما أوضح ذات المصدر أن “هذا الانجاز الجديد يرفع عدد وكالات الصندوق الى 222، ودد شبابيك الصيرفة الإسلامية إلى 68.



قانون المالية 2023.. أرقام وتوقعات وزيادة في الأجور

عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين، نص قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة، مبرزا اهم المؤشرات المالية المتوقعة للسنة المقبلة وتدابير جاء بها النص. قال كسالي، في عرض قدمه خلال جلسة علنية، ترأسها رئيس المجلس، صالح قوجيل، بحضور أعضاء من الحكومة، أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا إلى أفق 2025 مدفوعا بأداء العديد من القطاعات.



وزير المالية يعرض نص قانون المالية لسنة 2023 امام اعضاء مجلس الامة

عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، اليوم الاثنين، نص قانون المالية لسنة 2023 امام اعضاء مجلس الامة مبرزا اهم المؤشرات المالية المتوقعة للسنة المقبلة و مختلف التدابير التي جاء بها النص. و في عرضه الذي قدمه خلال جلسة علنية، ترأسها رئيس المجلس، صالح قوجيل، بحضور اعضاء من الحكومة، قال السيد كسالي أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا الى افق 2025 مدفوعا بأداء العديد من القطاعات.

الصوت الآخر

التوقيع على خطتين لتعزيز الشراكة الاستراتيجية الشاملة بين الجزائر والصين

وقع وزير الشؤون الخارجية والجمالية الوطنية بالخارج، رمطان لعمامرة، ورئيس اللجنة الوطنية للتنمية والإصلاح بالصين، خو ليفانغ، عن بعد، على "الخطة التنفيذية للبناء المشترك لمبادرة الحزام والطريق" و "الخطة الثلاثية للتعاون في المجالات الهامة 2022-2024"، بين الجزائر والصين، حسب ما أورده اليوم الإثنين وكالة الأنباء الجزائرية نقلا عن بيان للوزارة.

IMPACT DE LA SUPPRESSION DE LA TAP SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Les assurances de Kassali

Le ministre des Finances rassure quant à l'impact de la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle sur les collectivités locales qui la perçoivent.

Mohammed K. - Alger (Le Soir)
- Dans son élan portant sur l'encouragement des investissements, le gouvernement a consacré dans le projet de loi portant loi de finances pour l'année prochaine nombre d'incitations fiscales sous forme, entre autres, d'exonérations au profit des start-up et des incubateurs, l'exemption d'impôts et de taxes dans les opérations d'exportation effectuées par les personnes morales, l'institution d'un taux réduit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) fixé à 10% au profit des sociétés productrices qui acquièrent des matériels de production pour augmenter leurs capacités, de l'autofinancement et l'introduction d'exonérations pour soutenir l'activité agricole et la suppression de l'application de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) sur les entreprises de production et les professions libérales.

Cette dernière mesure n'a pas manqué de susciter des appréhen-

sions auprès des membres du Conseil de la nation qui ont entamé, hier lundi, leurs débats autour de ce PLF 2023 adopté, pour rappel, la semaine écoulée par leurs collègues de l'Assemblée populaire nationale. Une appréhension liée à l'impact de cette suppression sur le manque à gagner pour les collectivités locales qui perçoivent cette taxe que le ministre des Finances a tenu à réduire à néant. Dans ses réponses aux membres de la commission des affaires économiques et financières de la Chambre haute du Parlement, Brahim Djamel Kassali a assuré que le déficit ainsi provoqué sera comblé par des subventions puisées dans le Fonds national de solidarité des collectivités locales et par des aides de la trésorerie générale de l'État. Affirmant que cette TAP est appelée à totalement disparaître du fait, selon lui, de son rejet par les opérateurs économiques qui estiment en être lourde-

ment affectés. Le ministre a fait part de la mise sur pied d'un groupe de travail relevant de plusieurs secteurs qui s'attelle depuis peu à la réforme des finances des collectivités locales dans l'optique de lui conférer l'autonomie financière escomptée.

Concernant la contribution des taxes pétrolières dans le budget général de l'État, le ministre des Finances a soutenu que de par l'amélioration des indicateurs économiques, la contribution des secteurs hors-hydrocarbures est importante dans le soutien au développement économique, citant en exemples : l'agriculture, l'industrie et les services.

Et dans sa présentation du PLF 2023 par-devant les membres du Conseil de la nation, Kassali a affirmé que le budget de l'État pour l'année 2023 a été préparé sur la base d'un prix de référence du baril de pétrole estimé à 60 dollars sur les trois prochaines années (2023-2025).

Il a ajouté que le taux de croissance prévu pour l'année 2023 est

de l'ordre de 4,1% et attendra 4,4% en 2024 alors que l'inflation sera de 5,1% en 2023, puis de 4,6% en 2025.

Quant à la répartition du budget de fonctionnement, le ministre des Finances a souligné que le texte consacre 3037,41 milliards de dinars pour couvrir les frais de revalorisation salariales des fonctionnaires, soit une augmentation de 23,55% par rapport à 2022.

Pour rappel, les sénateurs poursuivront, aujourd'hui mardi, les débats autour de ce projet de loi avec les interventions des chefs des quatre groupes parlementaires représentés dans cette Chambre haute du Parlement (tiers présidentiel, indépendants, parti du Front de libération nationale et Rassemblement national démocratique) avant que le ministre des Finances ne réponde, dans l'après-midi, à leurs interpellations. La séance du vote de ce texte se tiendra, elle, après-demain jeudi.

M. K.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

KASSALI PRÉVOIT UN TAUX DE 4,1 %

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, hier, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.



Lors d'une plénière de la chambre haute du parlement, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation en présence de membres du Gouvernement, M. Kassali a indiqué que le taux de croissance économique en Algérie devrait enregistrer une tendance haussière à l'horizon 2025 soutenu par les performances de plusieurs secteurs.

Le texte prévoit en effet un taux de croissance de 4,1% en 2023, de 4,4% en 2024, et de 4,6 en 2025, suite au résultat de tous les secteurs à l'exception de celui des hydrocarbures qui connaîtra une quasi stabilité en 2023 et 2025. Le secteur de l'agriculture devrait enregistrer une croissance de 6,9% en 2023, 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025. Le secteur de l'industrie enregistrera une croissance de

8,5% en 2023 puis 9,6 et 9,3 en 2025, selon les précisions du ministre, qui a relevé que le secteur du BTP allait réaliser une croissance de 5,6% et 3,9% puis 4,5% en 2025.

Le texte de loi consacre un nouveau mode de gouvernance des finances publiques reposant sur un budget de programmes et d'objectifs, a-t-il rappelé, relevant que l'Etat avait poursuivi «en dépit d'un contexte international complexe, l'opération de relance de l'économie en appuyant la croissance et en consacrant une économie durable créatrice de richesses et d'emplois».

L'année 2023 sera marquée par la poursuite des efforts et des mesures prises durant l'année en cours visant à préserver et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des

salaires et la revalorisation de l'allocation chômage, outre le renforcement du programme d'investissement public et privé pour garantir une croissance globale», a-t-il poursuivi.

Le texte de loi a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025.

Il prévoit un taux d'inflation à 5,1% en 2023, 5,4% en 2024, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0 en 2025, selon les données du ministre.

Concernant la répartition du budget de fonctionnement, le texte de loi prévoit 3.037,41 mds de DA pour prendre en charge l'augmentation des salaires des personnels de

l'administration centrale et des services centralisés (+23,55% par rapport à l'année 2022).

Cette augmentation s'explique essentiellement par la prise en charge des incidences financières occasionnée par la modification de la grille indiciaire des salaires, introduite en avril 2022, ainsi que l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et la conversion des contrats d'insertion sociale en contrats à durée illimitée.

Au terme de la présentation du ministre, les sénateurs ont entamé le débat du texte de loi de finances 2023.

Le débat se poursuivra aujourd'hui avec l'intervention des présidents des groupes parlementaires suivie de la réponse du ministre des Finances aux préoccupations soulevées.

S. O. Brahim

Le ministre des Finances Le taux de croissance devrait enregistrer une tendance haussière en 2025



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, le texte de loi de finances 2023 devant les membres du Conseil de la nation, passant en revue les principaux indicateurs financiers prévus pour le prochain exercice et les différentes mesures prévues par le texte.

Lors d'une plénière de la chambre haute du parlement, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation en présence de membres du Gouvernement, M. Kassali a indiqué que le taux de croissance économique en Algérie devrait enregistrer une tendance haussière à l'horizon 2025 soutenu par les performances de plusieurs secteurs. Le texte prévoit en effet un taux de croissance de 4,1% en 2023, de 4,4% en 2024, et de 4,6 en 2025, suite au résultat de tous les secteurs à l'exception de celui des hydrocarbures qui connaîtra une quasi stabilité en 2023 et 2025. Le secteur de l'agriculture devrait enregistrer une croissance de 6,9% en 2023, 5,5% en 2024 et 5,7% en 2025.

Le secteur de l'industrie enregistrera une croissance de 8,5% en 2023 puis 9,6 et 9,3 en 2025, selon les précisions du ministre, qui a relevé que le secteur du BTP allait réaliser une croissance de 5,6% et 3,9% puis 4,5% en 2025. Le texte de loi consacre un nouveau mode de gouvernance des finances publiques reposant sur un budget de programmes et d'objectifs, a-t-il rappelé, relevant que l'Etat avait poursuivi "en dépit d'un contexte international complexe, l'opération de relance

de l'économie en appuyant la croissance et en consacrant une économie durable créatrice de richesses et d'emplois".

L'année 2023 sera marquée par la poursuite des efforts et des mesures prises durant l'année en cours visant à préserver et à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des salaires et la revalorisation de l'allocation chômage, outre le renforcement du programme d'investissement public et privé pour garantir une croissance globale", a-t-il poursuivi. Le texte de loi a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévisionnel du baril de pétrole de 60 dollars pour la période entre 2023 et 2025. Il prévoit un taux d'inflation à 5,1% en 2023, 5,4% en 2024, un taux de croissance moyen de 4,1% en 2023 et de 4,4% en 2024 et un niveau d'inflation de 5,1% en 2023 et de 4,5% en 2024 et 4,0 en 2025, selon les données du ministre. Pour 2023, le texte de loi de finances prévoit une augmentation des recettes budgétaires totales à 7.901,9 milliards de DA et 13.786,8 mds de dépenses, réparties sur les dépenses de fonctionnement, qui augmenteront à 9.767,6 mds de DA (+26,9%) et les dépenses d'équipement qui s'élèveront à 4.019,3 mds de DA (+2,7%) par rapport à la loi de finances complémentaire (LFC) 2022. Sur cette base, ajoute M. Kassali, le déficit budgétaire passera de 4.092,3 mds de DA (-15,9 du PIB) dans les prévisions de clôture pour 2022 à un déficit moyen de 5.720,0 mds de DA sur la période 2023-

2025 (-20,6% du PIB).

Le déficit budgétaire global passera de 4.950,3 mds de DA (-19,2% du PIB), selon les prévisions de clôture pour 2022, à un déficit moyen de 6.586,3 mds de DA durant la période 2023-2025 (-23,7 % du PIB).

Concernant la répartition du budget de fonctionnement, le texte de loi prévoit 3.037,41 mds de DA pour prendre en charge l'augmentation des salaires des personnels de l'administration centrale et des services centralisés (+23,55% par rapport à l'année 2022).

Cette augmentation s'explique essentiellement par la prise en charge des incidences financières occasionnée par la modification de la grille indiciaire des salaires, introduite en avril 2022, ainsi que l'intégration des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle et la conversion des contrats d'insertion sociale en contrats à durée illimitée.

Le ministre des Finances a indiqué, à cet égard, que la masse salariale prévue devrait atteindre 4.629 milliards DA l'année prochaine, ce qui représente 47,39% du budget de fonctionnement, tandis que l'impact financier de l'intervention économique de l'Etat passera à 1.927,20 milliards DA (+ 40,67 % par rapport à 2022), qui seront répartis essentiellement sur la contribution au Fonds national du logement, l'augmentation des affectations allouées à l'assurance chômage et l'augmentation de la contribution de l'Etat à l'Office national des céréales.

Signature de deux plans pour la consolidation du partenariat stratégique entre l'Algérie et la Chine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le président de la Commission nationale du développement et de la réforme en Chine, He Lifeng ont signé par visioconférence, le «Plan exécutif pour la concrétisation conjointe de l'initiative de la Ceinture et de la Route» et du «Plan triennal de coopération dans des domaines clés 2022-2024», entre l'Algérie et la Chine, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. Cette signature intervient dans «le cadre de la consolidation du partenariat stratégique global en cours entre l'Algérie et la République populaire de Chine et du renforcement des relations historiques entre les deux pays amis dans divers domaines», ajoute la même source.

Selon le communiqué, «le Plan exécutif pour la concrétisation conjointe de l'Initiative de la Ceinture et de la Route se veut un autre jalon pour approfondir la coopération dans le cadre de l'Initiative de «la Ceinture et de la Route» à laquelle l'Algérie a adhéré en 2018. Concernant le Plan triennal de coopération dans des domaines clés 2022-2024, il s'agit d'un autre mécanisme pratique parmi les mécanismes bilatéraux à même de développer la coopération dans les principaux domaines économiques prioritaires dans la politique de développement des deux parties».

La signature de ces deux documents importants intervient après la signature par les deux parties, le 8 novembre dernier, du 2e Plan quinquennal de coopération stratégique globale 2022-2026, en concrétisation de la volonté commune renouvelée et forte du Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune et de son homologue chinois, M. Xi Jinping, «en vue d'impulser un nouveau souffle au partenariat bilatéral, ce qui permettra de réaliser davantage de progrès et de prospérité et de renforcer le développement économique et social durable, au service des deux peuples amis», lit-on dans le communiqué.

«La signature de ces textes juridiques importants qui intervient peu avant la tenue de la 1ère session du Sommet sino-arabe, confirme la volonté commune des deux pays de voir la coopération algéro-chinoise contribuer à la consolidation de la coopération entre le monde arabe et la République populaire de Chine, pour construire un avenir prometteur», conclut le communiqué.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE SOUFFLE SA PREMIÈRE BOUGIE

Tebboune réaffirme son engagement pour l'instauration d'un Etat de droit

LA MISE SUR PIED DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE a permis de franchir un pas en avant dans le processus de changement et de consécration d'un Etat de droit. Ce constat a été établi, hier, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans une allocution prononcée en son nom par son conseiller chargé des affaires juridiques et judiciaires, Boualem Boualem, à l'ouverture des travaux d'un séminaire international organisé au Palais des nations, à Alger, par la Cour constitutionnelle qui célèbre son 1^{er} anniversaire.



Photos : Slimene S. A.

L'ouverture des travaux a eu lieu en présence du président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, du président de l'APN, Brahim Boughali, du président de la Cour constitutionnelle, Omar Belhadj, du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et des membres du gouvernement. «Le 19 décembre 2019, il y a eu mon investiture officielle comme président de la République. Et depuis, je veille à assumer cette responsabilité dans la mesure du possible et avec fidélité pour la confiance du peuple, étant conscient de ses aspirations à une véritable justice et à un développement à même de permettre à l'Algérie de jouir de la place qui

lui sied à l'échelle régionale et internationale», a souligné le Président. Le chef de l'Etat a rappelé que la Cour constitutionnelle est l'une des haltes dans le processus d'édification de l'Algérie nouvelle dans le sillage de la Constitution de novembre 2020, remaniée de manière approfondie. «L'institution se veut, a-t-il ajouté, une concrétisation d'un Etat de droit et un mécanisme de protection des droits et libertés constitutionnels.» «La révision profonde de la Loi fondamentale vise à concrétiser l'Etat de droit et à enrichir le système des droits et libertés et à appuyer les mécanismes et les protéger», a-t-il lancé. Il a rappelé qu'«une grande importance est accordée à l'amélioration du système judiciaire à même

de consacrer la paix et la justice sociale à travers l'édification d'institutions efficaces pour protéger ces droits de toute violation».

«La Constitution s'érige en rempart infranchissable de la démocratie et permet la stabilité du système républicain sous le ciel d'une Algérie soucieuse de protéger la dignité humaine en respectant les droits de l'homme», a proclamé le président de la République.

DES ENGAGEMENTS TOUJOURS RESPECTÉS
Le Président a mis en avant les avancées et acquis réalisés dans ce sens afin de permettre au pays un retour en force sur la scène internationale, tout en œuvrant au respect de ses engagements et des pactes internationaux que notre pays a ratifiés. «Notre pays a réussi,

grâce aux acquis réalisés sur cette voie, de revenir sur la scène internationale, œuvrant constamment au respect des chartes internationales et la défense des droits supérieurs collectifs et individuels prévus par les différentes clauses de la Charte onusienne, se référant en cela à sa conscience collective et à son riche capital historique puisé de sa Glorieuse Révolution», a-t-il soutenu. Et d'ajouter : «Nous avons initié plusieurs démarches en ratifiant des accords internationaux dans le but de protéger les droits de l'homme, loin des appartenances ethniques et religieuses et des obédiences politiques et culturelles, faisant preuve ainsi du respect des principes de notre Constitution.» Dans ce sillage, le chef de l'Etat a évoqué la réussite de l'Algérie qui a unifié les rangs des factions palestiniennes qui luttent pour la liberté du peuple palestinien. Par ailleurs, Tebboune a insisté sur la nécessité de se mettre au diapason des transformations que vit le monde et des défis politiques, économiques et sociaux qu'il faut relever. Il a cité notamment l'évolution des droits des peuples et les valeurs de justice et la protection des droits de l'homme que l'Algérie fait siennes. A cet effet, le chef de l'Etat a appelé les participants à faire du Palais des nations «un espace pour échanger les expériences et exposer les meilleures pratiques en matière de justice constitutionnelle». «Je souhaite que la rencontre instaure une relation d'échange et de coopération encadrée et durable entre la Cour constitutionnelle algérienne et celles des autres pays», a conclu le président de la République.

■ A. Mehdid

أكد أن الدولة ستواصل جهودها في الحفاظ على القدرة الشرائية.. كسالي؛

قانون المالية يكرس طابع الدولة الاجتماعي

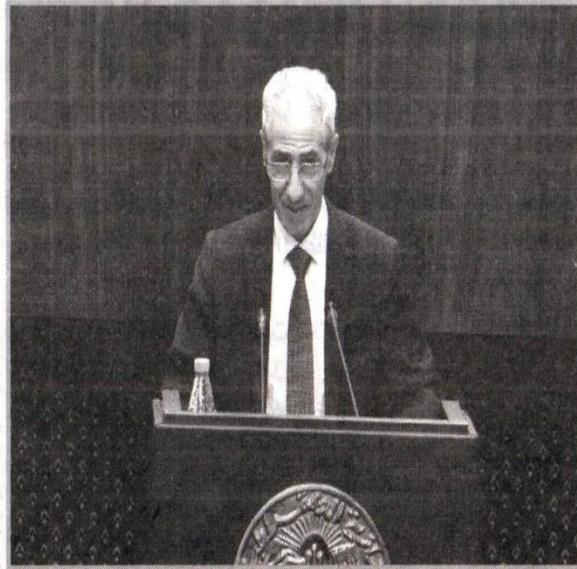
- ارتفاع احتياطي الصرف إلى 59.7 دولار أمريكي نهاية 2023
- توقعات بارتفاع النمو الاقتصادي خلال السنوات الثلاث القادمة
- تخصيص 300.11 مليار دج لمراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور
- توقع ببلوغ الصادرات خارج المحروقات 7 مليار دولار نهاية السنة

أكد وزير المالية إبراهيم كسالي أن قانون المالية 2023 يكرس نمط الدولة في الحفاظ على الطابع الاجتماعي، كاشفا عن توقعات بارتفاع احتياطي الصرف ليصل إلى 59.7 مليار دولار نهاية السنة القادمة.

لنخفض إلى 4 بالمائة سنة 2025".
وأفاد وزير المالية أن: "مشروع قانون المالية الجديد يتضمن مجموعة من التدابير التشريعية، تتعلق بتشجيع ودعم الاستثمار، مواءمة وتبسيط الإجراءات الجبائية، تعبئة الموارد بالإضافة إلى تشجيع النشاطات التضامنية وكذا الشمول المالي والجبائي مع اتخاذ تدابير تتعلق بمكافحة الغش والتهرب الضريبي".

وفيما يتعلق بمكافحة الغش والتهرب الضريبي، أوضح الوزير الأول أن: "قانون المالية يقترح توسيع مجال الرقابة الجبائية إلى الضريبة على الثروة المنصوص عليها في مجال الضريبة على الدخل الإجمالي، ليشمل كل الأشخاص الطبيعيين المقيمين وغير المقيمين في الجزائر".

ويخصوص مجال السيارات، أفاد الوزير أن: "قانون المالية لسنة 2023 يتضمن توسيع مجال الإعفاءات الجبائية إلى عمليات استيراد السيارات الهجينة والكهربائية، الممنوحة للمركبات الحرارية في إطار مختلف الأنظمة التفضيلية، بالنص على الدفع الجزئي للحقوق والرسوم.



عبد الرؤوف ح

وأوضح كسالي، أمس، في كلمته خلال مناقشة قانون المالية بمجلس الأمة أن: "سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها، من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور التي ستخصص لها مبلغ 300.11 مليار دج، ورفع منحة البطالة علاوة على "تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل".

وأشار وزير المالية إلى أنه: "من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعا متصاعدا إلى أفق 2025 مدفوعا بأداء العديد من القطاعات، موضعا في ذات السياق أنه: "من المتوقع تسجيل نسبة نمو بـ 4.1 بالمائة برسم السنة المقبلة و4.4 بالمائة في 2024 ثم 4.6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و2025".

مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل".
وأبرز وزير المالية في عرضه أنه: "من المتوقع أن تصل عائدات صادرات السلع إلى 46.3 مليار دولار أمريكي من بينها 7 مليار دولار خارج المحروقات، مع تسجيل معدل تضخم بنسبة 5.1 بالمائة سنة 2023

ولفت كسالي إلى أن: "نص القانون يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائما على أساس ميزانية البرامج والأهداف، مذكرا أن الدولة واصلت "برغم السياق الدولي الصعب عملية الإنعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد

نواب "السينا" يثمنون إجراءات تحسين القدرة الشرائية

خلال مناقشة مشروع
 قانون المالية 2023



المصنعين على أمل أن يعرف هذا المجال
 الصحوحة التي تصبو إليها الدولة، مثنين في
 السياق نفسه الإجراءات والقرارات الهامة
 عبد الرؤوف ح

والاستجابة لاحتياجاته، مشددين على
 وجوب أن تعكس هذه الميزانية على الحياة
 اليومية للمواطن. وثمن نواب المجلس خلو
 قانون المالية الجديد من أي ضرائب
 وماتضمنه من تدابير لرفع الأجور لمختلف
 الفئات ما يترجم التزامات رئيس الجمهورية
 برفع الغبن عن الفئات الهشة على أن تكون
 الحكومة في مستوى تطلعات المواطن
 وترجمة القرارات من الورق إلى الميدان،
 يؤكد هؤلاء.

من جانبهم اعتبر نواب المجلس أن التدابير
 المخصصة لفائدة المستثمرين سواء
 المقيمين أو الأجانب من شأنها أن تمهد
 الطريق نحو تعزيز النشاط الاستثماري في
 البلد، ما يمكن من تحقيق وثبة نوعية في
 كافة المجالات، معتبرين أن تبسيط
 الإجراءات وتسهيلها خطوة فارقة في بعث
 الروح في الاستثمار الجزائري، وهو ما
 سينعكس على إنعاش الاقتصاد الوطني
 وزيادة مداخيل الدولة.

كما تناول المتدخلون موضوع السيارات
 والإعفاءات المقدمة للمستوردين وكذا

أبدى عدد من نواب مجلس الأمة "سينا"
 ارتياحهم الكبير لما تضمنه قانون المالية
 2023 من إجراءات وتدابير تهدف إلى
 تحسين القدرة الشرائية ورفع أجور
 المواطنين، معربين عن آمالهم أن تكون سنة
 2023 منتفسا للمواطن وانطلاقة لرفع الغبن
 عنه. وتطرق عدد من سيناتورات مجلس
 الأمة وفي تدخلاتهم خلال مناقشة مشروع
 قانون المالية إلى الإجراءات المتخذة في
 تحسين الوضع المعيشي للمواطن، على
 غرار رفع الأجور ومنحة البطالة ومنحة
 التقاعد، والتي تأتي -حسبهم- وتناسبا مع
 حرص الرئيس على هذه الفئات، داعين في
 نفس السياق إلى ضرورة الالتفات إلى فئات
 أخرى يتوجب حسيهم دعمها.

وفي ذات السياق ثمن هؤلاء تخصيص
 ميزانية ضخمة تقارب 100 مليار دولار في
 قانون مالية 2023، معربين عن آمالهم أن
 تكون حصة الأسد منها مخصصة لصالح
 دعم الفئات الهشة والمواطن البسيط،
 الذي يؤكد في كل مرة رئيس الجمهورية على
 ضرورة الوقوف بجانبه والاستماع

عرض مشروع قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة كسالي: النص يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية

الاساس، يضيف السيد كسالي، سينتقل عجز الميزانية من 4092,3 مليار دج (-15,9 من الناتج الداخلي الخام) في تقيؤات الاغلاق لسنة 2022 الى عجز متوسط قيمته 5720 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-20,6 من الناتج الداخلي الخام). كما سينتقل العجز الاجمالي للخزينة من 4950,3 مليار دج (-19,2 بالمائة من الناتج الداخلي الخام) حسب توقعات الاغلاق ل 2022 الى عجز متوسط قيمته 6586,3 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-23,7 بالمائة من الناتج الداخلي الخام). وبخصوص توزيع ميزانية التسيير، ينص مشروع القانون على تخصيص 3037,41 مليار دج للتكفل بنفقات رفع اجور الموظفين التابعين للإدارة المركزية والخدمات المركزية (+23,55 بالمائة مقارنة ب 2022). ويفسر هذا الارتفاع أساسا بارتفاع الأثر المالي الناتج عن التكفل بتعديل الشبكة الاستدلالية للرواتب ونظم أجور الموظفين الذي أدرج في أبريل 2022 وكذا عن التكفل بالأثر المالي لدمج المستفيدين من جهاز المساعدة على الانماج المهني وتحويل عقود نشاطات الانماج الاجتماعي الى عقود غير محددة المدة. وأوضح وزير المالية، في ذات الشأن، أن كتلة الأجور المتوقعة ستصل خلال العام الداخل الى 4629 مليار دج وهو ما يمثل 47,39 بالمائة من ميزانية التسيير فيما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة الى 1927,20 مليار دج (+40,67 بالمائة مقارنة ب 2022) ستوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن والزيادة في الاعتمادات المخصصة للتأمين على البطالة وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحبوب. ولدى تطرقه الى ميزانية التجهيز (4019,28 مليار دج)، قال السيد كسالي ان الامر سيتعلق أساسا في 2023 بإتمام المشاريع قيد الإنجاز وتسجيل المشاريع الاستراتيجية وذات الضرورة القصوى، لافتا الى أنه تم في 2022 "رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 110 مليار دج موجه الى 217 مشروع استثماري حامل لقيمة مضافة". ويعد عرض الوزير شرع أعضاء مجلس الأمة في مناقشة نص قانون المالية لسنة 2023، على أن تتواصل النقاشات اليوم الثلاثاء ببرنامج تدخلات رؤساء الكتل البرلمانية ليليها رد وزير المالية على مختلف الانشغالات والتساؤلات. ■ م.م. ر.

■ عرض وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس الاثنين، نص قانون المالية لسنة 2023 أمام أعضاء مجلس الأمة مبرزاً أهم المؤشرات المالية المتوقعة للسنة المقبلة ومختلف التدابير التي جاء بها النص. وفي عرضه الذي قدمه خلال جلسة علنية، ترأسها رئيس المجلس، صالح قوجيل، بحضور أعضاء من الحكومة، قال كسالي أنه من المنتظر أن تسجل نسبة النمو الاقتصادي للجزائر ارتفاعاً متصاعداً الى 2025 مدفوعاً بأداء العديد من القطاعات. وأوضح الوزير أنه من المتوقع تسجيل نسبة نمو ب 4ر1 بالمائة برسم السنة المقبلة و 4ر4 بالمائة في 2024 ثم 4ر6 بالمائة خلال سنة 2025، نتيجة أداء جميع القطاعات باستثناء المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار في 2023 و 2025. وأبرز في هذا الإطار ان قطاع الفلاحة ينتظر ان يسجل نمواً ب 6ر9 بالمائة في 2023 و 5ر5 بالمائة في 2024 و 5ر7 في 2025، فيما ستمو الصناعة ب 8ر بالمائة في 2023 ثم 9ر6 و 9ر3 بالمائة في 2025. ويرتقب ان يحقق قطاع البناء والأشغال العمومية نمواً ب 6ر5 و 9ر3 لتنتقل النسبة الى 4ر4 بالمائة سنة 2025. ولفت كسالي الى ان نص القانون يكرس نمطا جديدا لحوكمة المالية العمومية، قائما على أساس ميزانية البرامج والأهداف، منكرًا أن الدولة واصلت "برغم السياق الدولي الصعب عملية الانعاش الاقتصادي بتعزيز النمو وتكريس اقتصاد مستدام يخلق الثروة ومناصب الشغل". وأوضح أن سنة 2023 ستعرف مواصلة الجهود والإجراءات التي اتخذت خلال السنة الجارية والتي تهدف الى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين ودعمها من خلال مراجعة الشبكة الاستدلالية للأجور ورفع منحة البطالة علاوة على تعزيز برنامج الاستثمار العمومي والخاص وتعزيزه لضمان النمو الشامل". وقد أعد مشروع القانون على أساس سعر مرجعي تقديري لبرميل النفط ب 60 دولار للفترة ما بين 2023 و 2025 وهو يتوقع مستوى تضخم عند 5ر بالمائة في 2023 ثم 4ر بالمائة في 2024 و 4ر في 2025. أما بخصوص الإيرادات الاجمالية للميزانية للسنة المقبلة، فسترتفع الى 7901,9 مليار دج بينما ستصل النفقات الى 13786,8 مليار دج موزعة على نفقات التسيير التي سترتفع الى 9767,6 مليار دج (+26,9 بالمائة) مع ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز الى 4019,3 مليار دج (+2,7 بالمائة) مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة 2022. وعلى هذا

زيادة طفيفة مرتقبة في عائدات صادرات السلع، كسالي؛ ميزانية الدولة لسنة 2023 أعدت على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول

2022 . كما أبرز أنه اعتباراً من المستويات المتوقعة للإيرادات والنفقات سينتقل عجز الميزانية من 3,4.092 مليار دج (-9,15 من الناتج الداخلي الخام). في تنبؤات الإغلاق لسنة 2022 إلى عجز متوسط قيمته 0,5.720 مليار دج خلال الفترة 2023-2025 (-6,20 من الناتج الداخلي الخام). أما فيما يخص توزيع ميزانية التسيير، أبرز ممثل الحكومة أن النص خصص 41,3037 مليار دج للتكفل بنفقات رفع أجور الموظفين. التابعين للإدارة المركزية والخدمات المركزية (+55,23 بالمائة مقارنة بـ 2022). كما سينتقل الأثر المالي للتدخل الاقتصادي للدولة إلى 20,1927 مليار دج (+67,40 بالمائة مقارنة بـ 2022). تتوزع بشكل خاص على المساهمة في الصندوق الوطني للسكن والزيادة في الاعتمادات المخصصة للتأمين على البطالة. وزيادة مساهمة الدولة في الديوان الوطني للحبوب.

أكد وزير المالية ابراهيم كسالي خلال عرض ومناقشة نص القانون المتضمن قانون المالية لسنة 2023 ، أن ميزانية الدولة لسنة 2023 قد أعدت على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول. يقدر بـ 60 دولاراً على مدى الثلاث سنوات المقبلة (2023-2025). كما أضاف أن معدل النمو المرتقب لسنة 2023 في حدود 4.1 بالمائة وبـ 4.4 بالمائة في 2024. ومستوى التضخم بـ 5.1 بالمائة في 2023 ثم 4.6 بالمائة في 2025. إلى ذلك أكد ابراهيم كسالي أن الحكومة فيما يتعلق بالإيرادات الاجمالية للميزانية المرتقبة للسنة المقبلة ترتقب ارتفاعها إلى 9,7.901 مليار دج. فيما ستصل النفقات إلى 8,13.786 مليار دج تنقسم إلى نفقات التسيير التي ستبلغ 6,9767 مليار دج (+9,26 بالمائة). مع ارتفاع كذلك لنفقات التجهيز إلى 3,4.019 مليار دج أي بزيادة تصل إلى +7,2 بالمائة مقارنة مع قانون المالية التكميلي لسنة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger